



Liminaire du Comité Technique Local du 13 octobre 2022

Depuis plus de 3 semaines les salariés des raffineries et dépôts français des deux multinationales Total Energies et ExxonMobil (Esso) sont en grève reconductible pour exiger de véritables augmentations générales des salaires de 7,5 à 10 % pour couvrir l'inflation (supérieure à 6 %) et partager les milliards de bénéfices.

Malgré des profits exorbitants les 2 directions refusent toutes négociations depuis plus de 4 mois.

Total Energies joue même la provocation en annonçant au début du mouvement le versement anticipé de 2,6 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires pour le premier semestre, le même groupe qui refuse d'appliquer sa remise de 20 centimes sur les carburants dans les territoires ultramarins.

Les chiffres du groupe TOTAL sont parlants :

15 milliards de bénéfices en 2021, plus de 18 milliards pour les 6 premiers mois de 2022, plus de 7 milliards de dividendes seront distribués en 2022. Le PDG de Total, s'est lui-même octroyé 52 % d'augmentation de salaire, soit près de 6 millions d'euros par an. Les actionnaires ne seront pas en reste puisqu'ils devraient toucher entre 35 % et 40 % du bénéfice net de la société pour 2022.

Pour la fonction publique, les 3,5 % d'augmentation du point d'indice ne sont pas une réponse satisfaisante à l'inflation actuelle. Et ce n'est pas en niant la réalité des « sur profits » et des profiteurs de crise, comme le fait le gouvernement, que nous aurons une juste répartition des richesses.

La responsabilité du gouvernement est grande pour répondre à la lutte légitime des salariés :

- en obligeant les dirigeants de ces entreprises à ouvrir immédiatement de réelles négociations ;
- en votant une loi relevant automatiquement les minimas de branches à chaque augmentation du Smic et incluant une échelle mobile des salaires.

Tout l'inverse d'une menace de réquisition, déjà largement dénoncée en 2011 par l'OIT (organisation internationale du travail) comme étant contraire au droit de grève !

La CGT Finances Publiques 57 apporte son soutien aux grévistes qui luttent pour des augmentations de salaires. Leur combat est aussi le nôtre !

Les élus de la CGT Moselle